

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur le maintien de la paix dans le monde, l'aide au développement, la construction européenne et sur les relations économiques internationales, à Paris le 29 août 2005.

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je suis heureux de vous recevoir à l'Élysée pour ouvrir la conférence des ambassadeurs qui se tiendra autour de M. DOUSTE-BLAZY et des membres du Gouvernement qui l'assistent dans sa mission.

Vous êtes, dans des conditions parfois très difficiles, toujours exigeantes, les porteurs du message de la France, un message universel au service de la dignité de l'homme et du progrès. Car les valeurs de liberté, de justice et de solidarité de notre République, ces valeurs fondatrices de notre pacte social, donnent sa singularité à notre message et sont autant de repères dans un monde en quête de nouveaux équilibres. Plus que jamais, aujourd'hui, la France doit être à l'avant-garde de l'action, et vous en êtes les moteurs.

L'action, d'abord, pour répondre aux menaces à la paix et à la sécurité internationale.

Les attentats qui ont frappé cet été Londres et Charm El-Cheikh, la Turquie et Israël nous rappellent la permanence de la menace terroriste. Contre cette barbarie qui usurpe et dévoie les causes qu'elle prétend défendre, il nous faut lutter sans répit ni faiblesse, et ceci, bien sûr, dans le respect absolu de nos valeurs.

Les crises de prolifération, quant à elles, entretiennent l'instabilité régionale et menacent les équilibres stratégiques.

Le recours à l'énergie nucléaire civile, pleinement légitime, ne doit pas servir de prétexte à la poursuite d'activités dont la finalité réelle pourrait être la constitution d'un arsenal nucléaire militaire. Toutes les garanties doivent donc être apportées sur le caractère pacifique des programmes engagés.

Dans le cas de l'Iran, il a été démontré par l'AIEA que ce pays avait conduit dans le passé un programme nucléaire clandestin. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont alors engagé un dialogue avec l'Iran. Ils l'ont conduit, sous l'égide de l'AIEA, en coopération avec la Russie, en transparence avec les Etats-Unis et en liaison avec nos partenaires de l'Union européenne, du G8, ainsi qu'avec la Chine. Le but de cette démarche reste de convaincre Téhéran de fournir des garanties objectives du caractère civil de son programme. Nous avons manifesté, parallèlement, notre disposition à engager avec l'Iran une coopération large, dans le domaine politique, économique et énergétique.

Aujourd'hui, j'invite les autorités iraniennes à faire le choix de la coopération et de la confiance en examinant véritablement cette offre européenne et en revenant à leurs engagements de suspension des activités liées à la production de matières fissiles, conformément à ce qu'exige l'accord de Paris. L'offre européenne est à la mesure de ce grand pays qu'est l'Iran et du rôle

qu'il doit jouer dans le monde, un rôle important et qui a sa place. Il y a de la place pour le dialogue et la négociation. Nous en appelons à l'esprit de responsabilité de l'Iran pour rétablir la coopération et la confiance, à défaut desquelles, et je le regretterais, le Conseil de Sécurité n'aurait d'autre choix que de se saisir de la question.

La persistance de foyers de crises régionales en Europe, en Asie, en Afrique entretient les ressentiments et pose un défi à l'ensemble de la communauté internationale. Mais le Moyen-Orient demeure au cœur de l'instabilité planétaire.

C'est pourquoi tous nos partenaires de la région placent de très grands espoirs dans notre volonté commune de promouvoir, à leurs côtés, un règlement du conflit israélo-palestinien. La courageuse décision israélienne de quitter Gaza et les efforts de l'Autorité palestinienne pour mettre fin aux violences créent les conditions d'une nouvelle dynamique. La France salue le déroulement exemplaire de cette première étape. Il faut à présent, à travers la feuille de route, reprendre sans tarder le chemin des négociations pour parvenir à une paix fondée sur deux Etats démocratiques, vivant côte à côte et en sécurité.

En Irak, le chemin menant à des institutions consolidées et à une souveraineté pleinement recouvrée sera long et douloureux. Nous devons aider ce pays à maintenir son intégrité et à construire un avenir où chaque composante de la société aura sa place. Il faut aussi convaincre les Etats voisins d'oeuvrer pour la stabilité régionale.

Au Liban, une mobilisation populaire sans précédent, relayée par une solidarité internationale exemplaire, a eu raison d'une longue présence militaire syrienne. Le peuple libanais a enfin pu s'exprimer librement. S'ouvre à présent, pour les nouvelles autorités, l'immense chantier des réformes, que la communauté internationale est prête à accompagner. Beaucoup reste à faire également pour consolider la mise en oeuvre des résolutions 1559, 1595 et 1614, qui doivent être intégralement appliquées. Ces développements majeurs doivent être encore confortés pour rendre sa pleine souveraineté au Liban et rétablir la sécurité intérieure à laquelle les Libanais aspirent à juste titre. Ils constituent aussi pour la Syrie - si elle sait la saisir - une occasion pour refonder, sur de nouvelles bases, ses relations avec le Liban et procéder aux évolutions que le monde, et cette région en mutation, attendent d'elle.

C'est d'abord par un engagement résolu en faveur d'un juste règlement des conflits que la communauté internationale peut le mieux contribuer à la réussite des réformes au Moyen-Orient. Venu de l'intérieur et engagé de longue date, le mouvement se révèle aujourd'hui irrésistible. Les peurs se dissipent, les tabous tombent, révélant la profondeur des évolutions survenues dans les comportements et les mentalités. Déjà la démocratie marque des points comme l'ont montré des élections, pour certaines, d'ailleurs, sans précédent.

Si nous voulons accompagner ce mouvement, encourager les forces de progrès, gagner l'adhésion d'un nombre croissant de pays et de peuples, il nous faut leur apporter la preuve que le changement peut s'opérer vers le respect de leur identité spécifique et dans la paix, et sans les entraîner dans le chaos. C'est pourquoi nous devons tendre la main aux gouvernements comme aux sociétés civiles qui se sont mis en marche pour instaurer un Etat de droit, où le citoyen est représenté, écouté, respecté. Car les peuples de la région, en raison de leur histoire, de leur culture et de leur identité, n'acceptent ni ingérence, ni stigmatisation, ni amalgames. Mais ils aspirent à des coopérations équilibrées et confiantes avec le reste du monde. C'est donc un véritable partenariat avec chacun des pays concernés que nous devons bâtir autour de projets définis en commun.

L'Europe, à cet égard, a été pionnière. Les 27 et 28 novembre, une conférence des chefs d'Etat et de gouvernement marquera les dix ans du processus de Barcelone. La politique européenne de voisinage doit être l'occasion d'affirmer une nouvelle solidarité entre les deux rives de la Méditerranée, pour que celle-ci devienne un ensemble économique et social plus cohérent, un ensemble dans lequel puisse s'approfondir notre dialogue politique et s'engager enfin le dialogue interculturel entre les différents mondes qui se partagent cet espace. La France jouera tout son rôle pour que s'affirme cette grande ambition. Appelant de ses vœux un Maghreb plus uni et solidaire, elle s'emploie à renforcer ses liens avec chacune de ses composantes. Ainsi travaillons-

nous, avec l'Algérie, à un traité d'amitié qui illustrera cette ambition. Il y va de la prospérité, de la sécurité et de la stabilité de cette région.

A côté des crises régionales, il est d'autres défis où se joue l'avenir de l'humanité et de nos valeurs. Alors que l'ouverture des échanges, la circulation des hommes et des idées génèrent une prospérité sans précédent, les réactions des peuples ne doivent-elles pas nous alerter sur le malaise croissant que suscite la mondialisation ?

Concentrée sur les échanges économiques et financiers, elle apparaît comme une menace pour la diversité culturelle, comme un péril pour l'environnement, comme une remise en cause insidieuse de l'équilibre des sociétés. Dans les démocraties, les peurs qu'elle suscite alimentent le populisme et la xénophobie.

Elle s'accommode en outre de la relégation de centaines et de centaines de millions de femmes et d'hommes, notamment en Afrique, dans l'extrême pauvreté, la faim, la maladie, l'ignorance.

Face à ces défis, aucun pays, encore moins aujourd'hui qu'hier, ne détient seul la réponse. C'est cette conviction qui guide l'engagement résolu de la France en faveur d'un système international plus démocratique, plus juste et plus représentatif des réalités du monde contemporain.

Dans quelques jours, je me rendrai à New-York pour le sommet des Nations Unies. Soixante ans après la création de l'Organisation, sa nécessité apparaît plus grande que jamais. Car, comme l'avaient compris les auteurs de la Charte de San Francisco, l'universalité des Nations Unies leur confère une légitimité internationale unique. Elles demeurent, à ce titre, le cadre principal et irremplaçable de l'action collective.

Je tiens aujourd'hui à rendre hommage à la vision du Secrétaire général, M. Kofi ANNAN, et à son engagement dans la préparation de ce sommet. En choisissant de lier les enjeux de la réforme institutionnelle, du renforcement de la sécurité collective, des droits de l'homme et du développement, il a posé les justes termes d'une consolidation de l'ordre international reposant sur trois piliers : la responsabilité, la sécurité et la solidarité.

Premier pilier, la responsabilité. Elle requiert l'association des principales puissances mais aussi des pôles émergents et des ensembles régionaux aux processus de décision collective et à la gestion des problèmes globaux.

Pour relever les nouveaux défis de la sécurité collective, pour garantir la paix, le monde a besoin d'un Conseil de Sécurité fort, reflétant mieux les réalités et les équilibres d'aujourd'hui. Il est temps de réaliser l'élargissement, trop longtemps différé, de cette enceinte essentielle. La proposition présentée par l'Allemagne, le Brésil, l'Inde et le Japon répond aux exigences d'efficacité et de représentativité des différentes régions, et notamment de l'Afrique. La France, bien consciente des difficultés, souhaite néanmoins que cette réforme aboutisse d'ici le sommet de septembre ou si, comme il est prévisible, ce sera difficile, au plus tard, avant la fin de l'année. Au-delà, il nous faudra poursuivre le renforcement de la gouvernance mondiale. Je souhaite que le sommet de septembre donne une impulsion décisive à la création d'une Organisation des Nations Unies pour l'Environnement. De la lutte contre le changement climatique à la préservation de la biodiversité, l'environnement est au cœur des responsabilités de la communauté internationale et le seul moyen de le protéger efficacement, ce sont des traités internationaux qui lient les Etats tels que le Protocole de Kyoto. Il importe que l'ensemble des pays du monde, comme cela a été initié à Gleneagles, puissent travailler collectivement.

Je défendrai également à New York la création d'une nouvelle enceinte de gouvernance économique et sociale de la mondialisation. La systématisation, dans le cadre du G8, du dialogue élargi aux pays émergents mais aussi aux plus pauvres témoigne de la nécessité d'un tel forum.

Le deuxième pilier, c'est le renforcement des dispositifs de sécurité collective. Dans un monde que tant de facteurs d'instabilité parcourent, où le terrorisme tue des innocents et cherche à fragiliser les Etats, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs demeure, plus que jamais, une priorité. Je propose que cette question soit, avec la lutte contre le terrorisme et le maintien de la paix, au centre des discussions que les chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de Sécurité tiendront à l'occasion de ce sommet.

Pour renforcer la sécurité des personnes, le sommet de New-York devrait adopter, avec l'appui actif de la France, des décisions fortes telles qu'une définition internationale du terrorisme, une

actif de la France, des décisions fortes telles qu'une définition internationale du terrorisme, une commission de consolidation de la paix et un mécanisme renforcé de protection des droits de l'homme.

Troisième pilier, la solidarité. Le sommet de septembre devra marquer une nouvelle étape sur le financement du développement avec le lancement d'un premier prélèvement international de solidarité sur les billets d'avion. Avec la France, l'Allemagne, l'Algérie, le Brésil, le Chili et l'Espagne ont décidé de porter ensemble ce projet à New York. Afin de lui donner la traduction concrète la plus large et la plus rapide possible, notre pays accueillera en février 2006 une conférence ministérielle. Sans attendre, j'ai demandé au Gouvernement d'engager les procédures nécessaires à la mise en place d'un tel prélèvement dès l'année prochaine.

La France souhaite en affecter d'abord le produit à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Elle propose d'en consacrer une partie, à une étape ultérieure, au remboursement de la facilité financière internationale proposée par le Royaume-Uni et, dans ce contexte général, appuyée par la France.

Il est d'autres urgences sanitaires sur lesquelles doit s'exercer notre vigilance, à titre national et international. Je pense en particulier à la grippe aviaire qui doit faire l'objet d'une réponse internationale vigoureuse et concertée. L'OMS recommande déjà aux Etats de constituer des stocks de médicaments. La France, pour sa part, prend des dispositions en ce sens pour protéger ses populations, à titre préventif et de précaution. Nous allons intensifier nos efforts. Devant le risque d'une crise sanitaire de très grande ampleur, j'ai en outre demandé au Gouvernement d'examiner avec nos partenaires, avec les organisations internationales compétentes - en particulier l'OMS, dont je recevrai le Directeur Général dans quelques jours - avec l'industrie pharmaceutique, quelles mesures peuvent être prises afin d'accélérer le développement d'un vaccin et de s'assurer que, en cas de besoin, des stocks suffisants de médicaments seront immédiatement disponibles pour enrayer la propagation de ce fléau, y compris dans les pays les plus démunis.

Le développement, c'est aussi l'achèvement du cycle de Doha en 2006. La conférence de l'OMC à Hong-Kong en décembre sera pour sa part décisive. La conclusion de la négociation dépendra de l'équilibre entre les différents volets du dossier agricole, d'une part, et entre l'agriculture et les autres sujets du cycle, d'autre part. Dans l'intérêt du développement, et sans attendre la conclusion de la négociation, je réitère ma proposition d'un moratoire immédiat sur toutes les subventions agricoles à l'exportation à destination de l'Afrique.

Organiser un nouvel ordre du monde fondé sur la dignité de l'homme, c'est aussi respecter la diversité des identités et des cultures. Nous sommes dans la dernière ligne droite de la négociation de la convention sur la diversité culturelle. Et je vous demande, à chacune et à chacun d'entre vous, de vous mobiliser afin de consolider les soutiens à ce texte en vue de son adoption par la prochaine conférence générale de l'UNESCO en octobre prochain.

La Francophonie a été, dès l'origine, à la pointe du combat pour la diversité culturelle. Son ambition et son action s'étendent désormais au-delà et visent à créer un espace de démocratie, de paix et de solidarité. Partout où vous vous trouvez, il vous incombe de faire vivre cet idéal et de veiller à la mise en oeuvre des engagements pris au sommet de Ouagadougou. C'est dans le même esprit de rayonnement de notre langue, de notre culture et de nos valeurs que s'inscrit le projet de chaîne internationale d'information auquel, vous le savez, j'attache le plus grand prix. Enfin, cette année, année du développement, se conclura en décembre, à Bamako, par le sommet Afrique/France. Ce rendez-vous sera pour moi l'occasion de réaffirmer notre engagement aux côtés de l'Afrique et de sa jeunesse, d'une jeunesse qui aspire à trouver chez elle l'éducation, la santé, le travail, la sécurité, tout ce qui doit lui permettre de s'inscrire pleinement dans le monde moderne. Ces objectifs, qui sont en particulier ceux de l'Union africaine et du NEPAD, doivent tous nous mobiliser. Ils sont au coeur de la réforme de la coopération française, appuyée par l'augmentation régulière des moyens de notre aide publique au développement, augmentation à laquelle je demeure très attentif.

L'ambition de l'Union africaine, c'est une Afrique en paix et engagée sur la voie du développement et de l'Etat de droit. D'où l'importance d'une action résolue en vue du règlement

des conflits. En Côte d'Ivoire, aujourd'hui plus que jamais, la sortie de crise passe par la tenue d'un scrutin présidentiel incontestable : une mobilisation sincère des acteurs politiques ivoiriens autour de cet objectif est tout à fait urgente. La France, comme l'ensemble de la communauté internationale, fait confiance à la médiation africaine menée par l'Afrique du Sud ainsi qu'à l'action de l'ONU pour permettre aux Ivoiriens, à tous les Ivoiriens, de choisir librement leur président, et de s'engager sans tarder sur la voie de la réconciliation.

Organiser notre monde, c'est aussi en accepter la nouvelle réalité. Un monde où de nouveaux acteurs s'affirment, où l'intégration régionale en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie du Sud-est ne cesse de progresser.

Dans ce monde multipolaire, seule l'Union européenne a la taille critique pour établir un dialogue d'égal à égal avec ses grands partenaires. Elle est, pour les générations futures, la garantie de notre sécurité et de notre prospérité. Une Europe forte contribue aussi à la vitalité d'un lien transatlantique équilibré, nécessaire à la stabilité du monde et fondé sur une relation de coopération et de confiance avec les Etats-Unis, auxquels nous sommes liés par tant de valeurs communes. C'est pourquoi nous devons rechercher, dans la crise que nous traversons, la force d'une nouvelle impulsion européenne.

Il nous faut pour cela tenir compte des inquiétudes et des attentes qui se sont exprimées le 29 mai dernier et créer un nouveau consensus, je dirai plus encore, une nouvelle adhésion des citoyens au projet européen.

Dans la perspective de la réunion informelle des Chefs d'Etat et de gouvernement organisée par Tony BLAIR en octobre puis du rendez-vous fixé sous présidence autrichienne, au premier semestre 2006, j'ai demandé au Premier ministre de me faire des propositions afin d'associer davantage le Parlement français mais aussi les collectivités locales, les partenaires sociaux et la société civile aux processus de décision européens. Car il nous faut proposer aux Français une autre façon de construire l'Europe, probablement plus démocratique et qui les associe mieux aux décisions qui sont celles qui concernent leur avenir.

Dans le débat qui s'engage sur l'avenir de l'Europe, la France rappellera le besoin d'institutions renouvelées et adaptées. Je réaffirmerai avec force la vision française d'une Europe politique, ambitieuse, sociale et solidaire. Une vision que la France partage avec l'Allemagne et que nos deux pays, moteur irremplaçable de la construction européenne, continueront à porter ensemble. L'Europe n'a pas vocation à être une vaste zone de libre-échange diluée dans l'économie globalisée. Elle est avant tout un projet politique fondé sur des valeurs communes. Un projet qui repose sur des règles, sur la mise en commun de ressources, sur des coopérations, sur des politiques communes.

Le coeur du projet européen, c'est d'abord une exigence de solidarité. Solidarité pour que l'Europe défende mieux ses intérêts dans un monde où la compétition économique est de plus en plus aiguë. Solidarité pour faire prévaloir une préférence européenne et défendre avec vigueur nos intérêts commerciaux contre les pratiques de concurrence déloyale.

Solidarité avec les nouveaux Etats membres pour qu'ils puissent, comme ce fut le cas par le passé pour leurs prédécesseurs, rattraper le niveau de vie de leurs partenaires et connaître un développement dont toute l'Union bénéficiera. C'est tout l'enjeu du budget européen pour la période 2007-2013. C'est pourquoi je souhaite qu'un accord puisse être atteint, si possible d'ici la fin de l'année, sur la base des propositions de la présidence luxembourgeoise et dans le respect des accords déjà conclus, avec pour objectif que tous les pays membres de l'Union prennent leur juste part du financement de l'élargissement.

Le projet européen repose aussi sur une exigence d'harmonisation. L'Europe, ce n'est pas la course au moins-disant fiscal ou social. Ce sont des règles communes qui permettent de tirer vers le haut les législations sociales, de défendre les consommateurs et les services publics, de protéger l'environnement. La France sera très vigilante sur la nouvelle proposition de directive "Services" et dans le cadre des discussions sur la directive "Temps de travail".

Pour préserver son unité et sa vocation politique, l'Europe doit garder le cap de la cohésion. En l'absence d'institutions capables de faire fonctionner efficacement l'Europe élargie, la question de

son extension géographique est aujourd'hui au coeur de la réflexion que nous devons mener avec nos partenaires. Des engagements ont été pris, bien entendu, et la France s'y tiendra. Mais sous réserve que toutes les conditions soient bien respectées par les pays qui souhaitent rejoindre l'Union. L'ouverture de négociations avec la Turquie n'est que le début du long et difficile chemin, à l'issue incertaine, un chemin que va emprunter ce grand pays, ce très grand pays qui aspire à rejoindre l'Union, c'est-à-dire adhérer à l'ensemble de nos valeurs et de nos règles.

A la suite de sa déclaration unilatérale sur Chypre, la Turquie devra apporter des clarifications et donner l'assurance à l'Union à 25 de sa volonté de respecter pleinement ses obligations.

L'Europe ne doit pas se restreindre à une construction institutionnelle, abstraite et normative. Elle doit, pour exister dans le coeur de ses citoyens, s'incarner dans des projets concrets et tangibles, qui répondent aux attentes et aux préoccupations qui se sont exprimées.

Mettons toutes nos forces dans la recherche et l'innovation, comme nous avons commencé à le faire avec l'Allemagne. Valorisons nos atouts industriels pour créer des grands champions européens. Renforçons résolument la gouvernance économique au sein de la zone euro à travers un dialogue plus exigeant entre l'Eurogroupe et la Banque Centrale Européenne sur la politique de change et, plus généralement, sur les moyens de dynamiser la croissance et l'emploi.

Accélérons la mise en oeuvre des grands réseaux transeuropéens afin notamment de resserrer les liens avec nos nouveaux partenaires. Ces sujets seront au centre des propositions que je présenterai lors du Conseil européen informel d'octobre.

L'Europe doit également continuer à aller de l'avant dans le domaine de la défense, qu'il s'agisse d'engagements extérieurs, de moyens et de formation.

Sur tous les continents, le besoin d'Europe se fait sentir. Dans les Balkans, l'Union doit poursuivre son action en Bosnie et accompagner davantage l'évolution du Kosovo vers son statut final, en prenant le relais de la mission de police des Nations Unies. En Afrique, la France est prête à insérer son programme RECAMP dans le cadre de l'Union européenne afin de soutenir plus efficacement les efforts de l'Union africaine, comme elle l'a fait au Darfour. En Asie, la mission de l'Union européenne dans la province indonésienne d'Aceh traduit la volonté de l'Europe d'être un partenaire stratégique pour l'ASEAN.

Mais, pour être reconnue dans le monde comme un acteur global dans le domaine de la paix et de la sécurité, l'Europe doit poursuivre le renforcement de ses instruments collectifs. Le Centre d'opérations de l'Union européenne devra être à même de conduire d'autres opérations militaires autonomes du type d'"Artémis" en République Démocratique du Congo. L'Europe doit être à la pointe des technologies militaires. L'Agence européenne de défense doit se voir confier un véritable budget de recherche et de développement et assumer sans tarder la responsabilité de projets concrets, par exemple le projet de drones ou de flottes d'avions ravitailleurs.

Enfin, nos personnels militaires seront de plus en plus appelés à travailler ensemble. Avec la Belgique, nous avons fait des propositions dans le domaine de la formation des pilotes de chasse. Je souhaite qu'une réflexion similaire s'engage sur la mise en place de formations à la mer de nos officiers, autour d'un navire école européen. C'est par une intégration accrue de nos outils de défense et de sécurité que nous donnerons à l'Europe les moyens de son influence et de son rayonnement.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La France est résolument engagée dans la bataille de l'économie mondiale.

C'est en allant à la conquête de nouveaux marchés, en sachant saisir les opportunités qui s'offrent à notre économie que nous accélérerons les créations d'emplois en France et que nous ferons reculer durablement le chômage. Cela fait partie de vos responsabilités.

La France a les intelligences, les talents, les capacités industrielles, les technologies, les savoir-faire pour aller à la rencontre du développement de ses partenaires et contribuer, par son dynamisme et ses investissements, à satisfaire les besoins de marchés émergents en pleine expansion. En remportant la compétition pour accueillir le site d'ITER, elle a démontré une fois de plus l'attractivité de son territoire pour les chercheurs du monde entier. Ces atouts, nous devons absolument les valoriser davantage et nous engager plus résolument au-delà de nos marchés européens traditionnels. Nous devons rattraper le retard que nous avons accumulé dans

marchés européens traditionnels. Nous devons rattraper le retard que nous avons accumulé dans ce domaine.

J'entends dans l'année qui vient renforcer nos liens avec nos partenaires majeurs, pour promouvoir les hautes technologies qui font la réputation et la force de notre pays et renforcer le rayonnement politique, économique et culturel de la France sur tous les continents.

Dès octobre, je me rendrai au Kazakhstan et en Ukraine, deux pays en forte croissance avec qui la France souhaite développer un partenariat équilibré.

Avec la Russie, la France entend renforcer encore son partenariat pour accompagner le projet modernisateur de ce pays. Elle souhaite travailler avec lui à la mise en oeuvre des quatre espaces communs avec l'Union européenne et à la préparation de sa première présidence du G8.

En Asie, la France fera fructifier son capital de confiance auprès de partenaires avec lesquels elle entretient depuis plusieurs années un dialogue stratégique, comme la Chine, l'Inde et le Japon.

Dans quelques jours, à Pékin, s'achèveront au Palais d'été, en présence du Président du Sénat, les années croisées France-Chine, qui ont contribué à renforcer notre partenariat global. Je recevrai cet automne le Premier ministre chinois et je me rendrai à nouveau en Chine l'année prochaine.

Avec l'Inde, dont je recevrai le Premier ministre dans quelques jours, nos relations commerciales et nos investissements sont en pleine expansion. Pour donner un nouvel élan à notre relation stratégique avec cette grande démocratie, j'envisage de m'y rendre au début 2006.

Alors que l'ASEAN renforce son intégration, nous devons également étoffer nos liens politiques et économiques avec ce grand ensemble dynamique. Après avoir visité Singapour en juillet, je me rendrai en janvier prochain en Thaïlande, pour la première visite d'un Chef d'Etat français, et en Indonésie, où nous devons affirmer davantage la présence de la France.

L'Amérique du Sud s'affirme et voit s'ouvrir devant elle de grandes perspectives de croissance.

Après avoir reçu, en tant qu'invité d'honneur de notre Fête Nationale, le Président LULA DA SILVA, je souhaite me rendre au Brésil ainsi qu'au Chili au printemps.

Dans ces déplacements, je serai accompagné par des chefs d'entreprises. Je compte y promouvoir cette France moderne qui entreprend, qui innove et qui crée, une France déterminée à relever les défis de l'avenir, à tracer dans ce siècle un chemin à la mesure de son histoire.

Je vous remercie.